

# Table ronde régionale de haut niveau sur les mesures non tarifaires

Faciliter l'intégration commerciale  
régionale dans la CEDEAO

14-15 juin 2016, Abidjan

# Expériences des exportateurs et importateurs face aux MNT

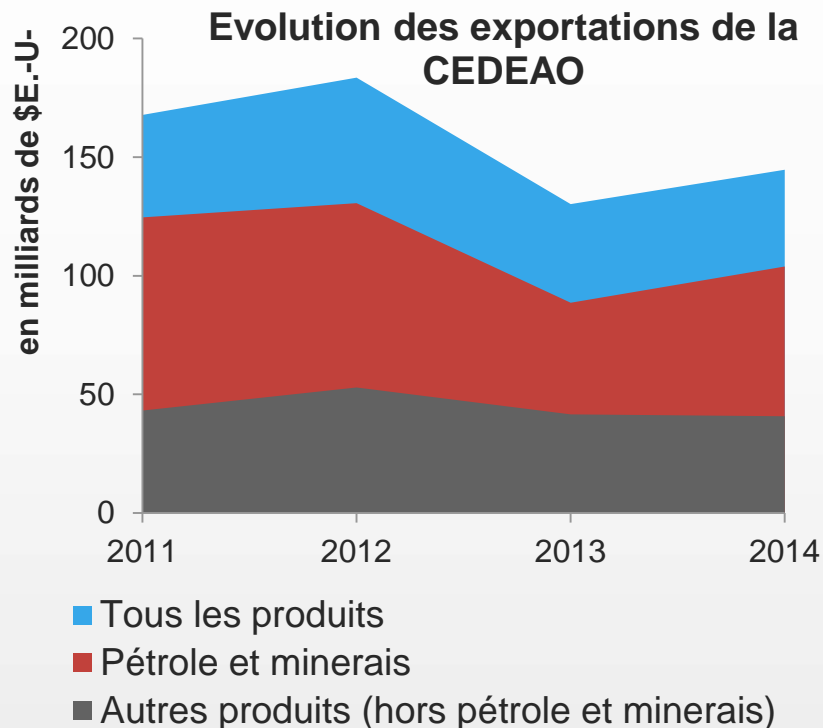
Perspectives régionales tirées des  
enquêtes de l'ITC sur les mesures non  
tarifaires

Ursula Hermelink, Manager du Programme MNT, ITC  
14 juin 2016, Abidjan

# **1. Intégration commerciale dans la CEDEAO**

2. Travaux sur les MNT menés par l'ITC dans la sous-région
3. Vue d'ensemble sur les résultats de l'enquête MNT dans la CEDEAO
4. Obstacles-clés relatifs aux MNT dans la CEDEAO:
  - Obstacles liés à la qualité et à la mise en conformité des produits
  - Règlements commerciaux et accords régionaux
  - Formalités douanières et contrôles au frontière

# La part de marché de la CEDEAO dans les exportations mondiales est tirée par les exportations de pétrole et le minerais



## Part de marché par secteur (CEDEAO, 2014)

Tous les produits	0.8%
Pétrole et minerais	2.9%
Autres produits (hors pétrole et minerais)	0.3%

# Le volume du commerce intraregional reste faible...

15%

**EXPORTATION**

Part des exportations de la CEDEAO à destination des pays de la sous-région

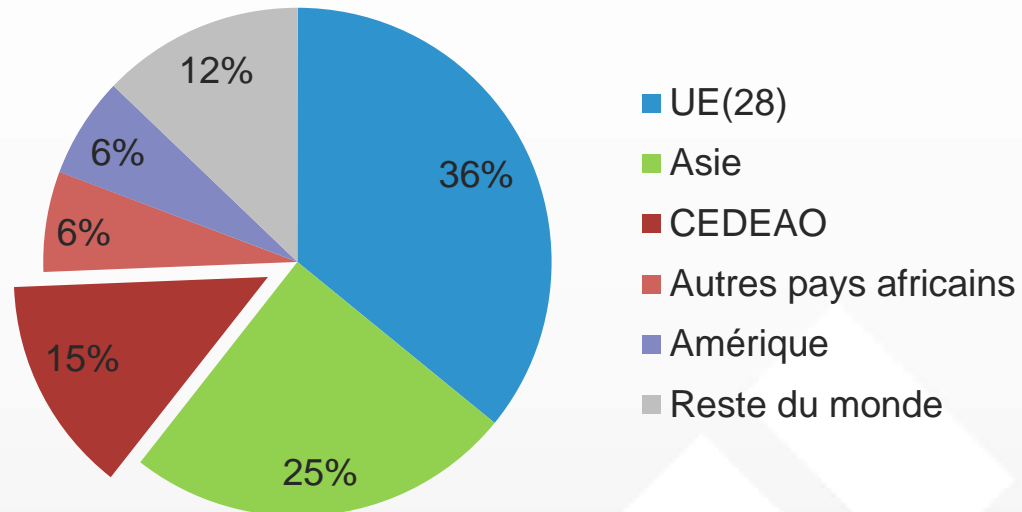
5%

**IMPORTATION**

Part des importations de la CEDEAO à destination des pays de la sous-région

# Les produits hors pétrole et minerais sont destinés majoritairement vers l'Europe et l'Asie

## Destination des exportations de la CEDEAO (2014)



## Type de produits exportés par la CEDEAO (2014)



- Produits agricoles frais/transformés
- Métaux et autres produits manufacturés de base
- Matériel de transport, machines et électroniques
- Produits chimiques
- Bois, produits en bois
- Autres produits manufacturés

## La résolution des questions sur la compétitivité des PME repose sur une meilleure compréhension des MNT et de leur impact sur le commerce

Dans quelle mesure les mesures techniques affectent-elles le commerce intra régional?

Quels sont les obstacles au commerce qui freinent les entreprises à exporter plus dans la sous-région?

Dans quelle mesure l'amélioration des procédures commerciales permet-elle d'exploiter davantage le potentiel du commerce de produits manufacturés dans la sous-région?

Quels efforts apporter au niveau national, au niveau régional?

1. Intégration commerciale dans la CEDEAO
- 2. Travaux sur les MNT menés par l'ITC dans la sous-région**
3. Vue d'ensemble sur les résultats de l'enquête MNT dans la CEDEAO
4. Obstacles-clés relatifs aux MNT dans la CEDEAO:
  - Obstacles liés à la qualité et à la mise en conformité des produits
  - Règlements commerciaux et accords régionaux
  - Formalités douanières et contrôles au frontière



# Le programme de l'ITC sur les MNT

## Pilier 1

### Collecte des données MNT

- **Transparence:** rendre les règlements disponible au public
  - Au niveau SH, pays et mesure MNT
  - Dissémination à travers Market Access Map
- [www.macmap.org](http://www.macmap.org)

## Pilier 2

### Enquêtes entreprises

- **Donner la parole aux PME:** identifier les obstacles au commerce
  - Enquêtes auprès des exportateurs et importateurs sur les MNT
- [www.ntmsurvey.org](http://www.ntmsurvey.org)

## Pilier 3

### Activités de suivi

- **Surmonter les obstacles au commerce:** développer l'assistance technique pour éliminer les obstacles identifiés
  - Ex.: MAOC
- [www.obstaclesaucommerce.org](http://www.obstaclesaucommerce.org)

# Les enquêtes de l'ITC sur les MNT

## Objectifs

- Donner un aperçu sur les expériences des exportateurs et importateurs sur les MNT, en particulier celles des petites et moyennes entreprises (PME)
- Comprendre dans quelle mesure une MNT induit un obstacle réglementaire et/ou procédural pour l'entreprise, même si elle n'a pas vocation à créer volontairement des entraves au commerce
- Rapporter le point de vue des PME aux principaux décideurs
- Souligner les avantages d'une diminution des coûts liés aux MNT sans toutefois porter atteinte aux objectifs légitimes des mesures mises en place
- Faciliter la mise en place de politiques sur la base d'éléments empiriques

## Principes de base

- **Représentativité:** les enquêtes sont représentatives par secteur à l'exportation et couvre tous les secteurs qui représentent cumulativement 90% des exportations nationales (hors minerais et armes)
- **Approche complète:** la répartition des entreprises selon leur taille est prise en compte
- **Approche méthodique:** les résultats prennent en compte les disparités géographiques

# Etendue de la méthodologie d'enquête

## Biens

- Couvre les entreprises exportatrices et importatrices de biens.
- Inclut tous les produits exceptés ceux des secteurs armes et munitions.
- Les secteurs qui représentent au minimum 2% des exportations totales sont inclus
- Les secteurs couverts représentent au minimum et cumulativement 90% des exportations totales du pays.

## Services

- L'enquête ne couvre pas les secteurs des services tels que le tourisme, la banque, la finance, la télécommunication et les BPO.
- Une enquête MNT sur les services requiert une méthodologie différente qui est aujourd'hui en cours de développement à l'ITC.

## Les secteurs couverts par l'enquête:

1. Aliments frais et matières premières agricoles
2. Aliments préparés et produits agricoles
3. Bois, produits en bois et papier
4. Fils, tissus et textiles
5. Produits chimiques
6. Cuirs et ouvrages en cuir
7. Métaux et autres produits manufacturés de base
8. Machines non électriques
9. Ordinateurs, équipement de télécommunication, produits électroniques
10. Composants électroniques
11. Matériel de transport
12. Vêtements
13. Produits manufacturés divers

# Processus en deux étapes

## Etape 1 Entretien au téléphone

- L'échantillon contient 300 à 1 100 entreprises selon le pays
- 6 à 8 min par entretien
- Relève les produits échangés par l'entreprise et les pays partenaires
- Identifie si l'entreprise rencontre ou non des obstacles relatifs aux MNT



## Etape 2 Entretien en face-à-face

- Réalisé auprès des entreprises rencontrant des obstacles relatifs aux MNT
- 120 à 600 entretiens par pays
- 40 à 60 min par entretien
- Relève les détails des problèmes rencontrés par l'entreprise



# Type de données: entretien au téléphone

1. Collecte des informations sur les entreprises (à partir d'un échantillon représentatif par secteur) :

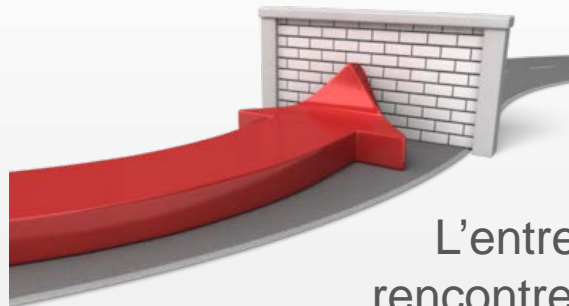
Principal produit  
exporté/importé (HS6)



Marché de  
provenance/de  
destination (au niveau régional)



Nombre  
d'employés



L'entreprise  
rencontret-elle un  
obstacle lié aux MNT?

Information concernant le  
**genre** (au niveau management/ propriété  
de l'entreprise / salariés)



# Type de données: entretien en face-à-face

## 2. Collecte des informations sur les entreprises (seulement celles rencontrant un obstacle lié aux MNT) :



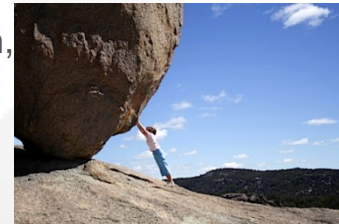
Flux du commerce affecté



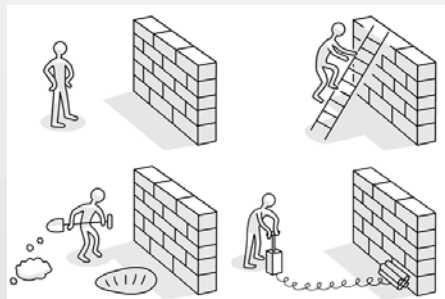
Tous les produits échangés et les pays partenaires

**Réglementations contraignantes**  
(description, nom officiel, catégorie de MNT, agence impliquée, pays appliquant la mesure)

**Obstacles liés** (description, catégorie d'obstacle, agence impliquée, lieu)

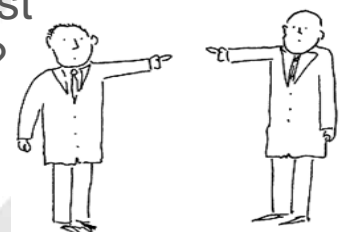


Recommandations pour surmonter les obstacles



Où est-ce que le problème est rencontré?

WHOSE FAULT?



# Quelques chiffres sur les enquêtes MNT



22,500

Entretiens téléphoniques



6,400

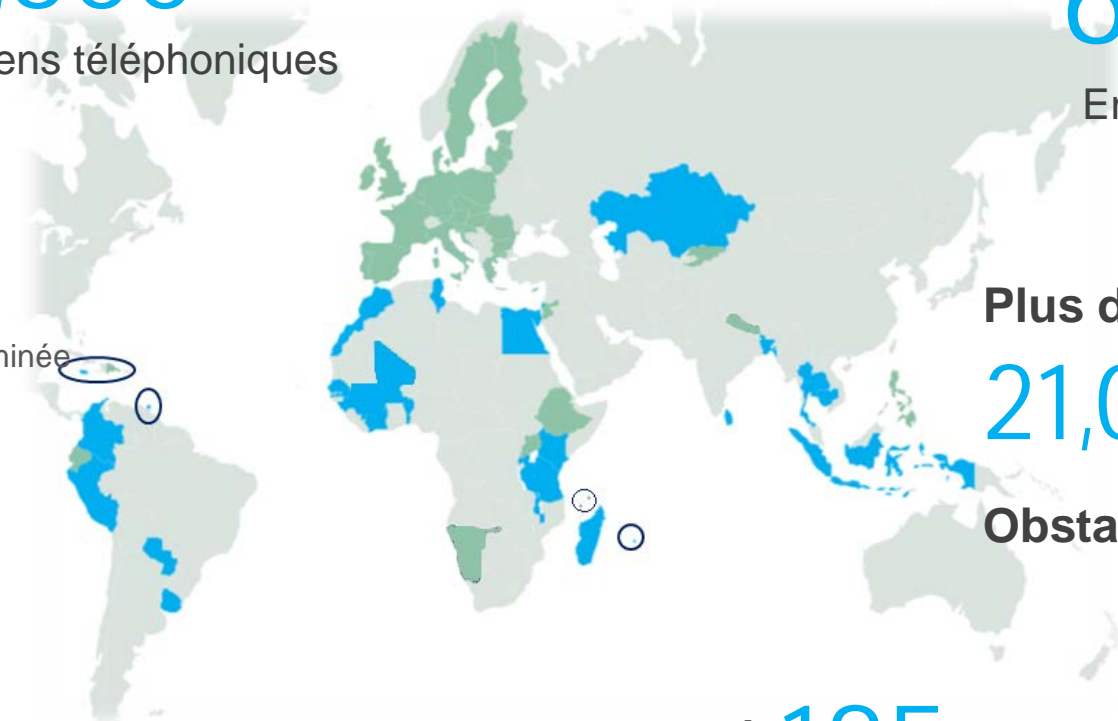
Entretiens en face-à-face



Enquête terminée

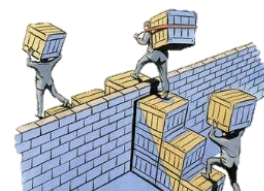
En cours

Planifié



Plus de

21,000



Obstacles reportés...

35

pays en  
développement  
enquêtés

+ 28 pays de l'UE

...correspondant à  
pays partenaires

185

→ PLUS D'UN MILLION DE  
DONNÉES À EXPLOITER POUR  
L'ÉLABORATION DE PROGRAMME  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE  
AU COMMERCE



## L'enquête MNT dans la sous-région CEDEAO

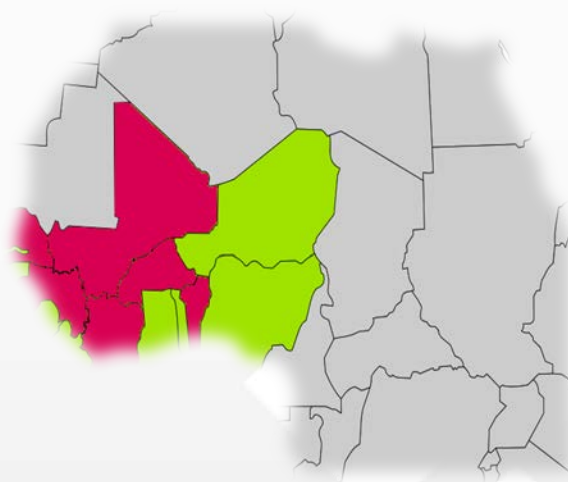
1'919 

Entreprises interrogées...



6

Pays de la  
CEDEAO  
couverts

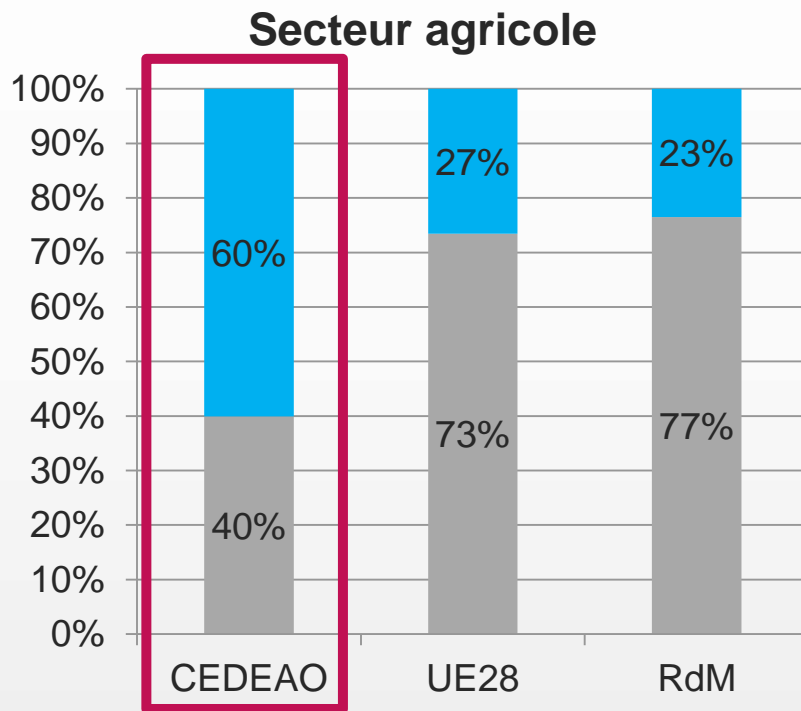


[www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr](http://www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr)

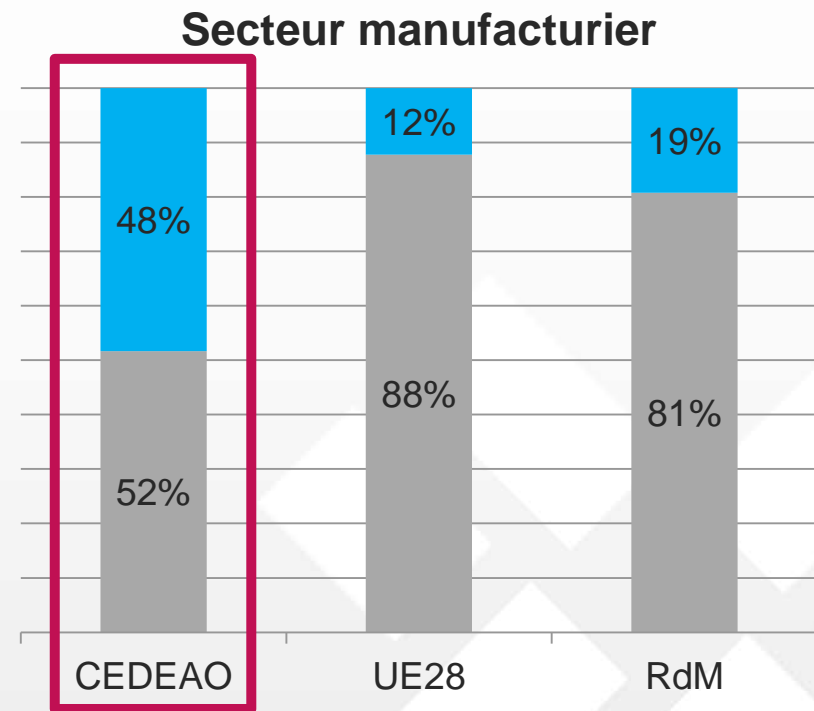




# Part des exportations des pays enquêtés sur le total des exportations de la CEDEAO



■ Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal



■ Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal

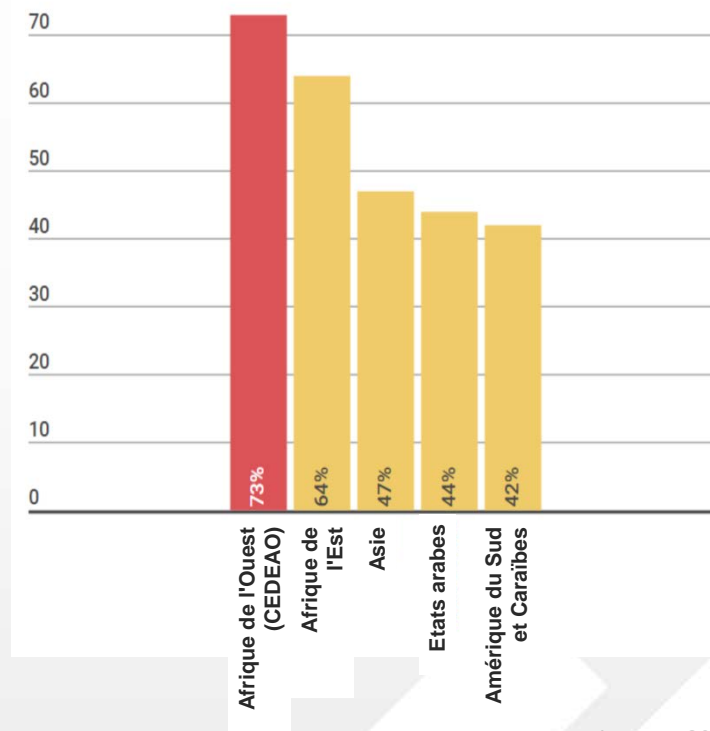
1. Intégration commerciale dans la CEDEAO
2. Travaux sur les MNT menés par l'ITC dans la sous-région
3. **Vue d'ensemble sur les résultats de l'enquête MNT dans la CEDEAO**
4. Obstacles-clés relatifs aux MNT dans la CEDEAO:
  - Obstacles liés à la qualité et à la mise en conformité des produits
  - Règlements commerciaux et accords régionaux
  - Formalités douanières et contrôles au frontière

La part des entreprises de la CEDEAO qui font face à des MNT contraignantes et autres obstacles au commerce est très élevée...



Des entreprises dans les pays de la CEDEAO\* font face à des difficultés relatives aux MNT

Part des entreprises affectées par les MNT selon les régions



[www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr](http://www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr)

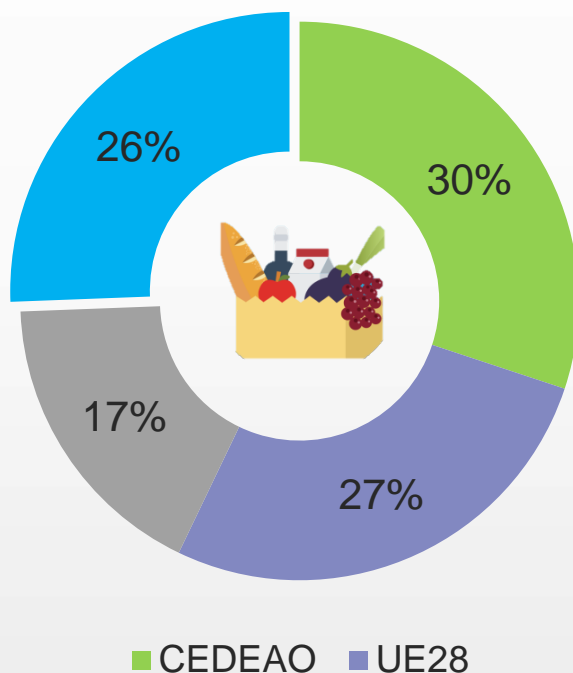
\*Sur la base des résultats des enquêtes MNT menées au Mali, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal

# Contrairement aux attentes, les obstacles identifiés découlent des réglementations nationales

## Répartition des cas de MNT reportés, selon le pays appliquant la mesure

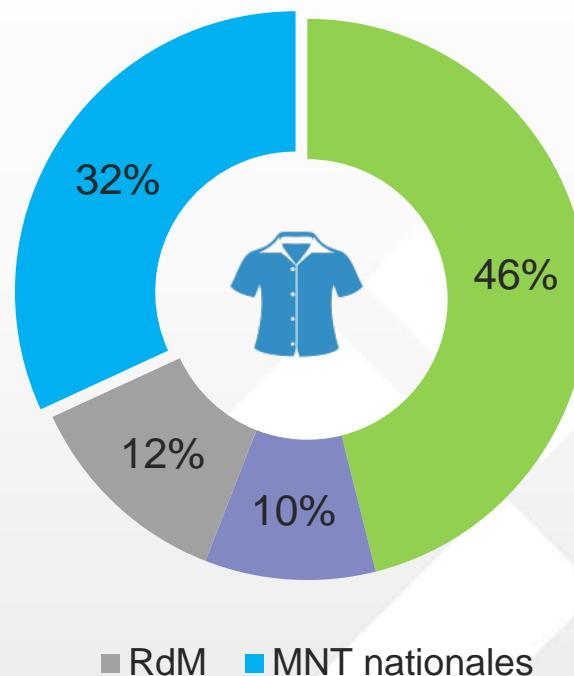


### Secteur agricole



*Reste du monde*

### Secteur manufacturier



# Exporter dans la sous-région CEDEAO représente un défi

Les entreprises font face à une plus large proportion de MNT contraignantes en provenance des pays CEDEAO comparé à la part de leurs exportations

Part totale des exportations vers et  
MNT contraignantes provenant de:



Pays membres de la  
CEDEAO



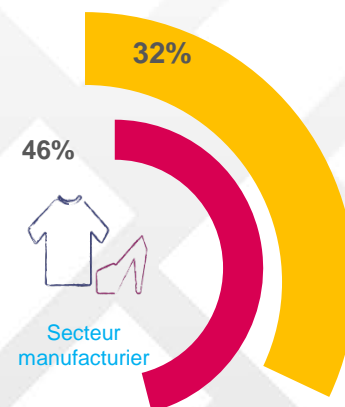
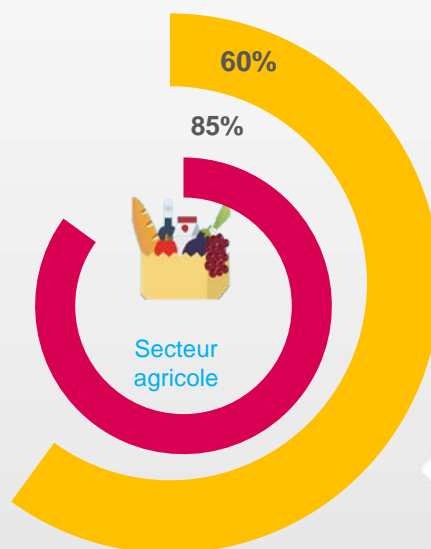
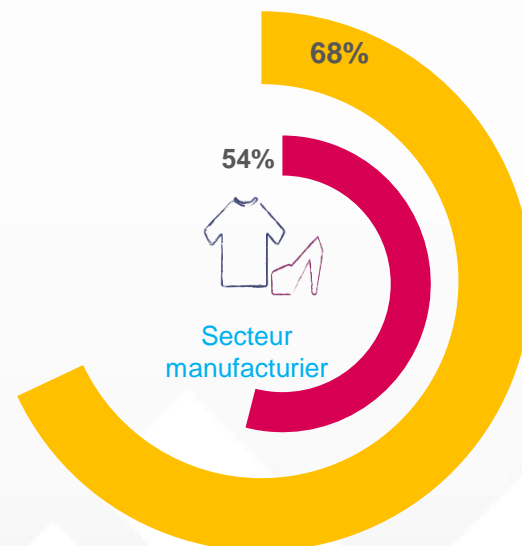
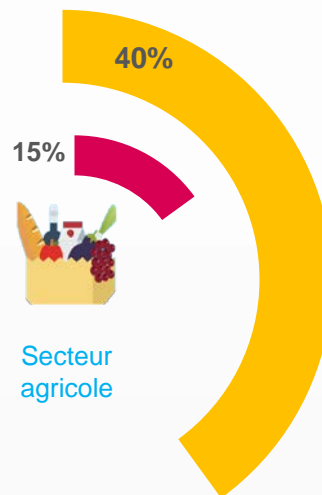
Reste du monde



Part totale des exportations  
vers la sous-région



Part des MNT contraignantes  
provenant de la sous-région

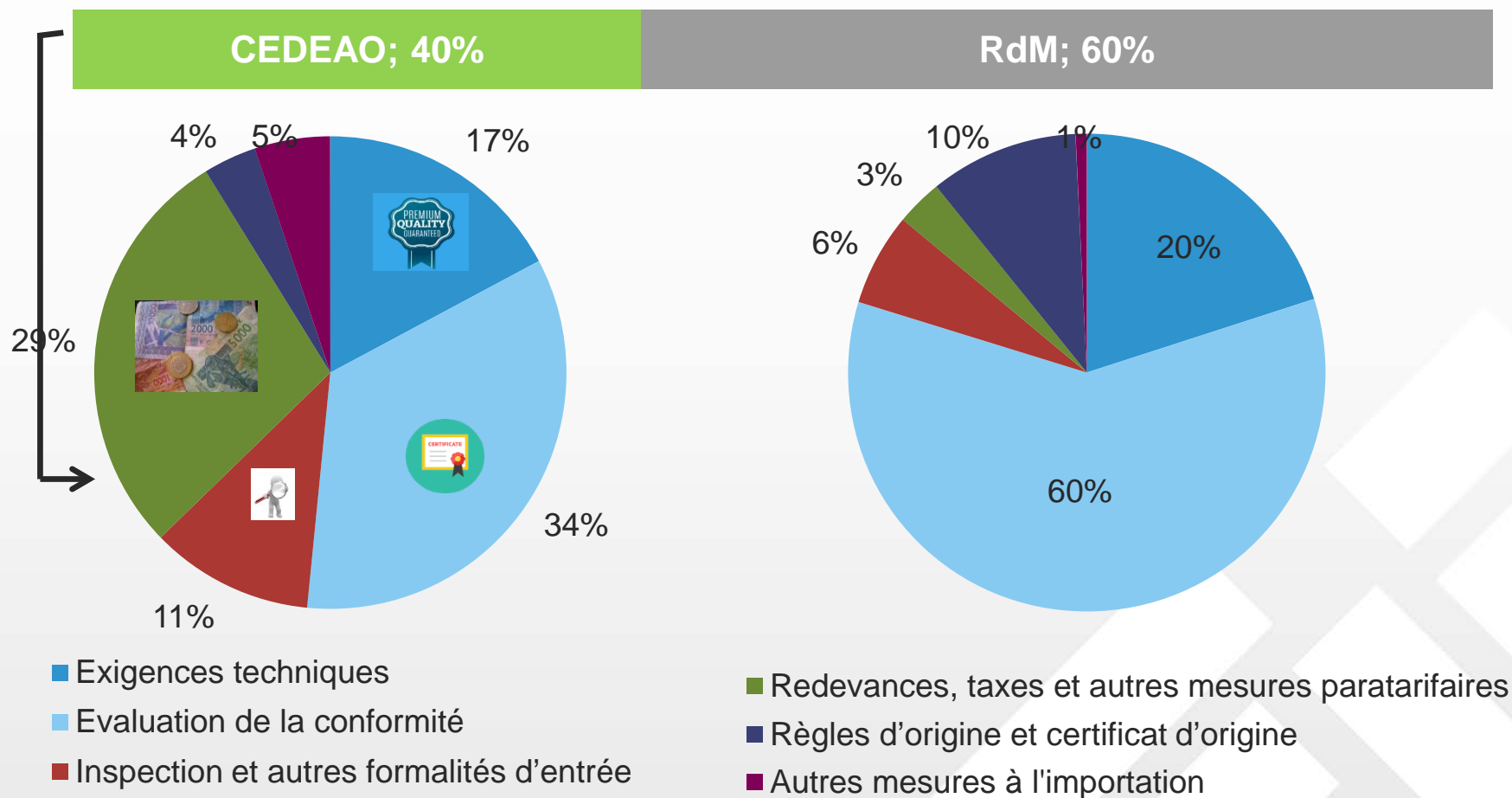


TRADE IMPACT  
FOR GOOD

[www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr](http://www.ntmsurvey.org/ecowas2016fr)

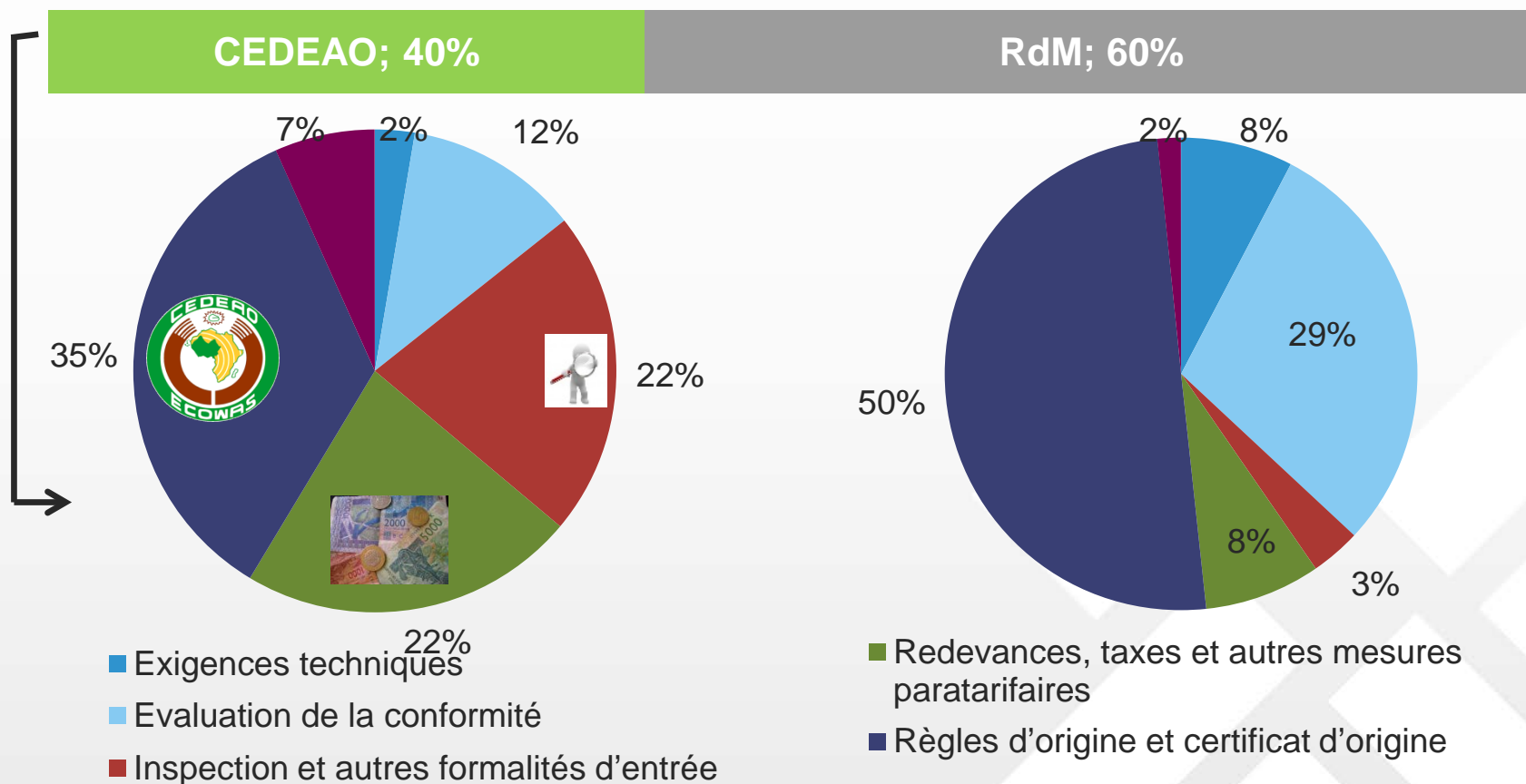
# Quelles sont les MNT qui affectent les produits agricoles exportés?

Part de MNT contraignantes appliquées par les pays partenaires



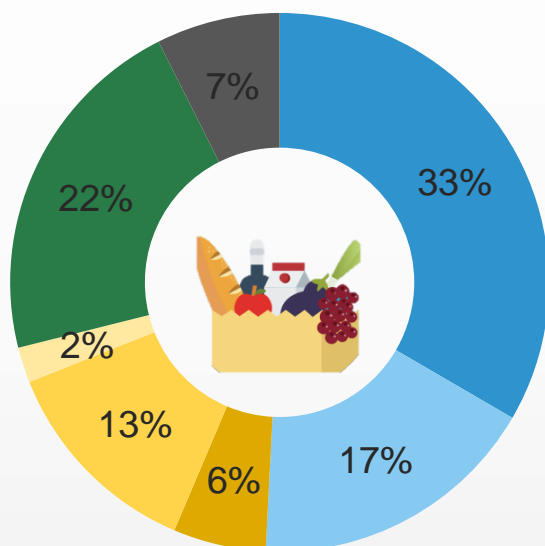
# Quelles sont les MNT qui affectent les produits manufacturés exportés?

Part de MNT contraignantes appliquées par les pays partenaires



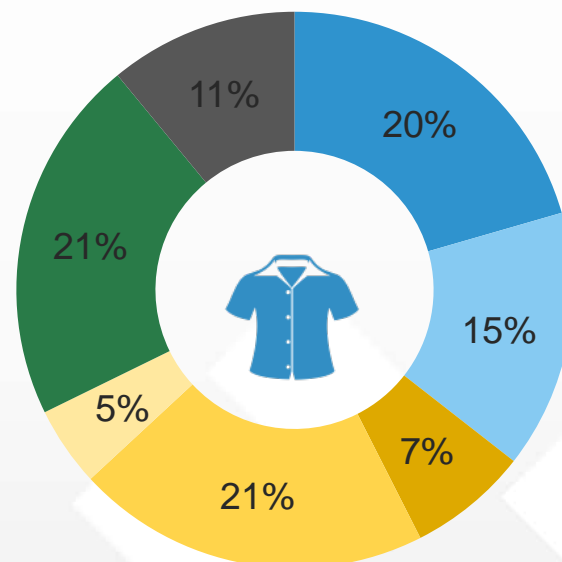
# Quelles sont les réglementations nationales qui affectent les exportations?

## Secteur agricole



- Inspection à l'exportation
- Certification requise par le pays exportateur
- Interdiction à l'exportation
- Licence ou permis obligatoire pour les exportations

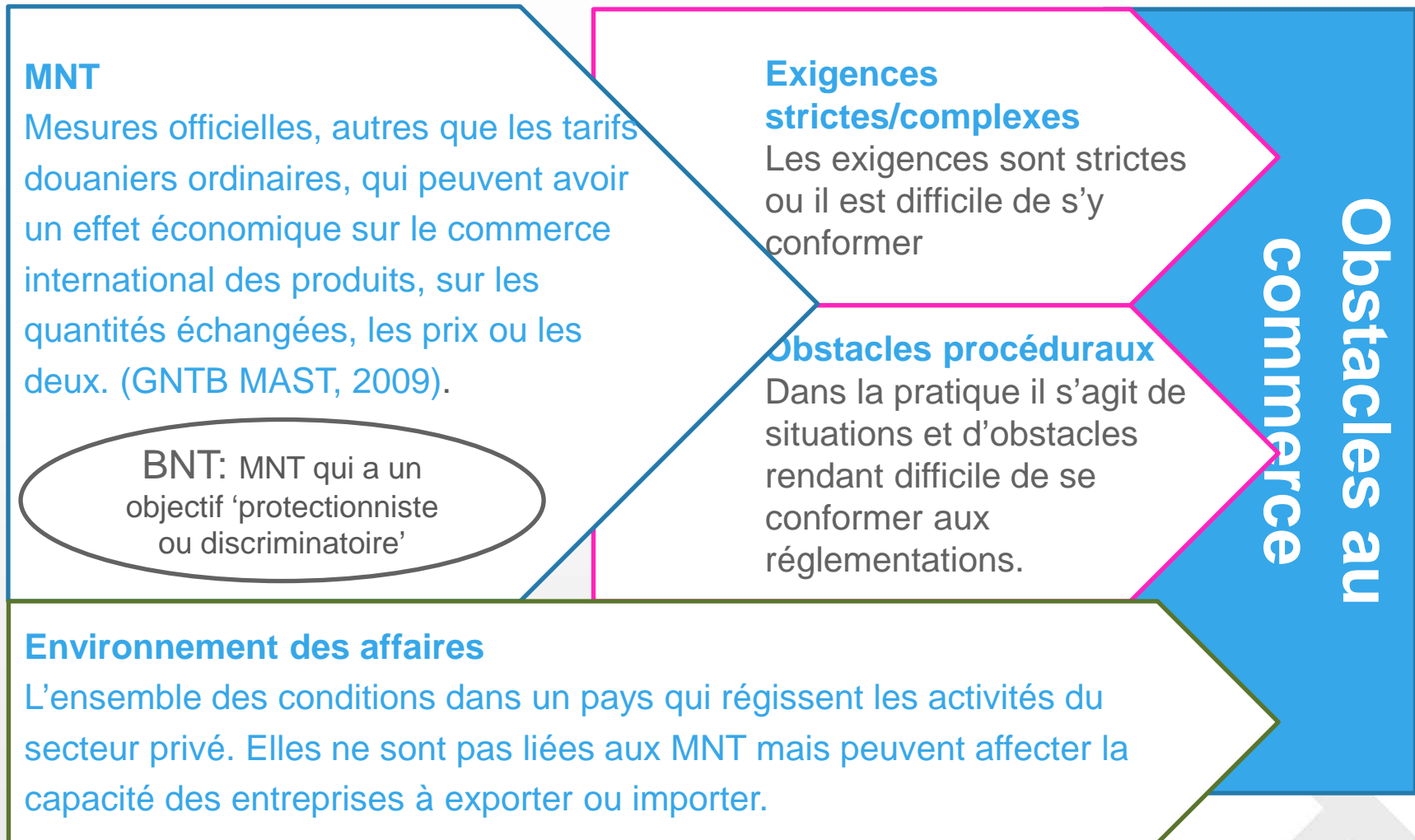
## Secteur manufacturier



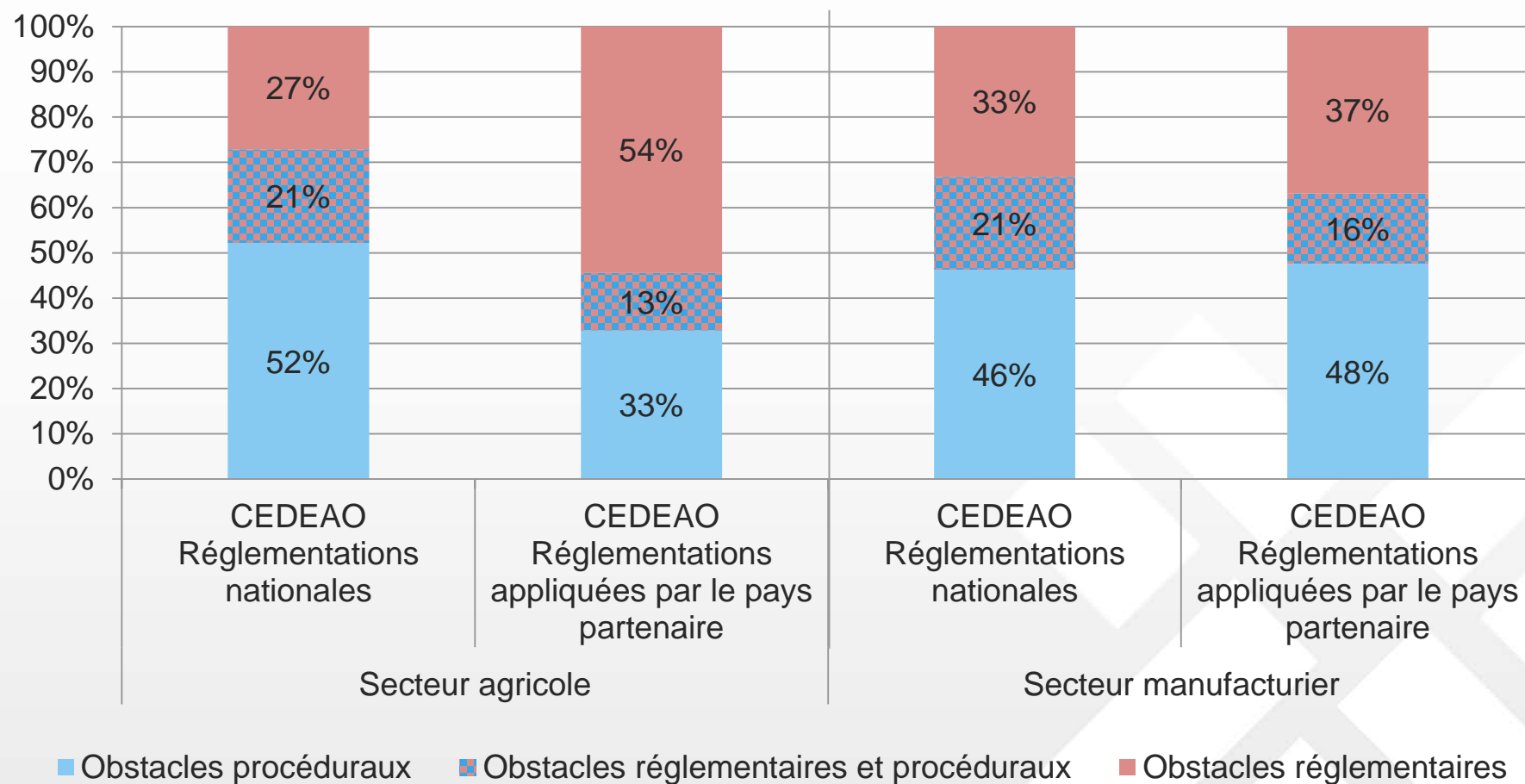
- Exigences d'enregistrement à l'exportation
- Taxes et redevances à l'exportation
- Autres mesures à l'exportation



# MNT et obstacle au commerce: définitions



# Les obstacles réglementaires entravent le commerce intra-régional de produits agricoles, les obstacles procéduraux pour le commerce de produits manufacturés



# Principaux obstacles procéduraux qui entravent le commerce intra-régional: frais et charges, délais et lourdeurs administratives



35%

Des OP ont lieu dans le pays exportateur

65%



Des OP ont lieu dans la CEDEAO (pays importateur)

37%

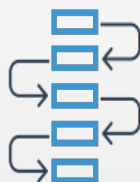


Frais et charges exceptionnellement élevés



37%

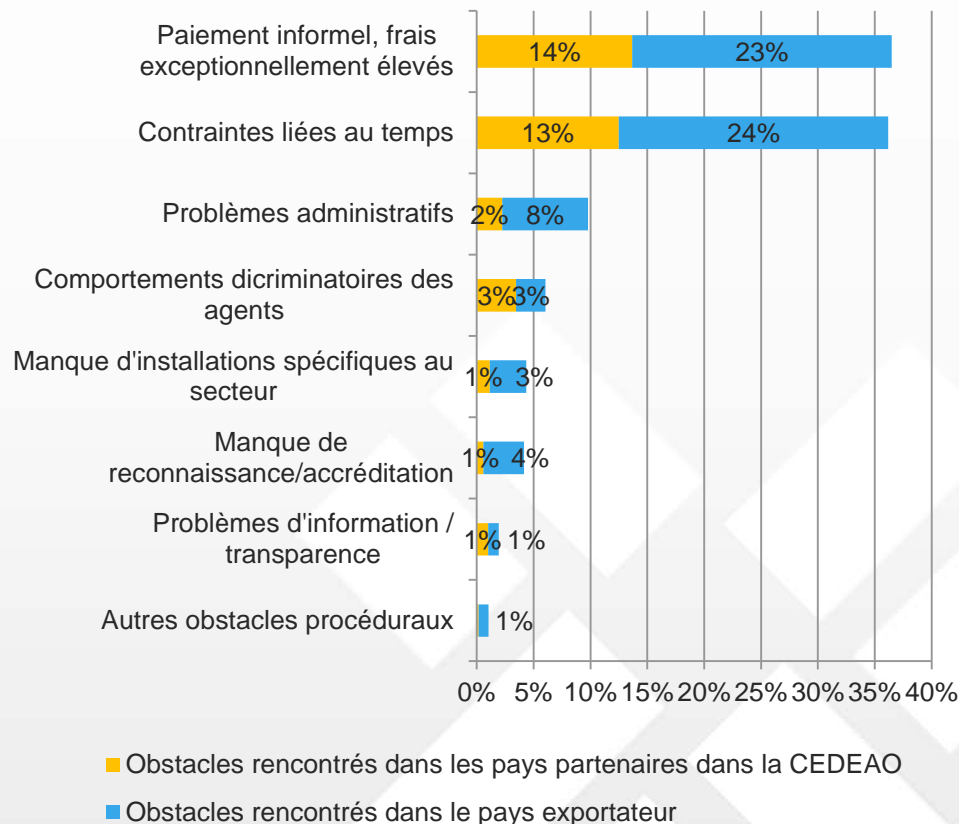
Contraintes liées au temps telles que les délais



10%

Lourdeurs administratives

## Type d'OP qui rendent la mise en conformité aux MNT difficile



[www.ntmsurvey.org/ecowas2016](http://www.ntmsurvey.org/ecowas2016)

# Quels sont les principaux obstacles relatifs aux MNT qui affectent le commerce intra-régional?

## 1. Exigences sur la qualité et la conformité des produits

→ Exigences sur la qualité du produit, certification, analyses, emballage, etc.

## 2. Règlements commerciaux et accords régionaux

→ Règles d'origine, interdiction à l'importation, autorisations à l'exportation, taxes

## 3. Formalités douanières

→ Inspections non-techniques, dédouanement et autres formalités douanières, contrôle aux frontières, surcharges douanières, etc.

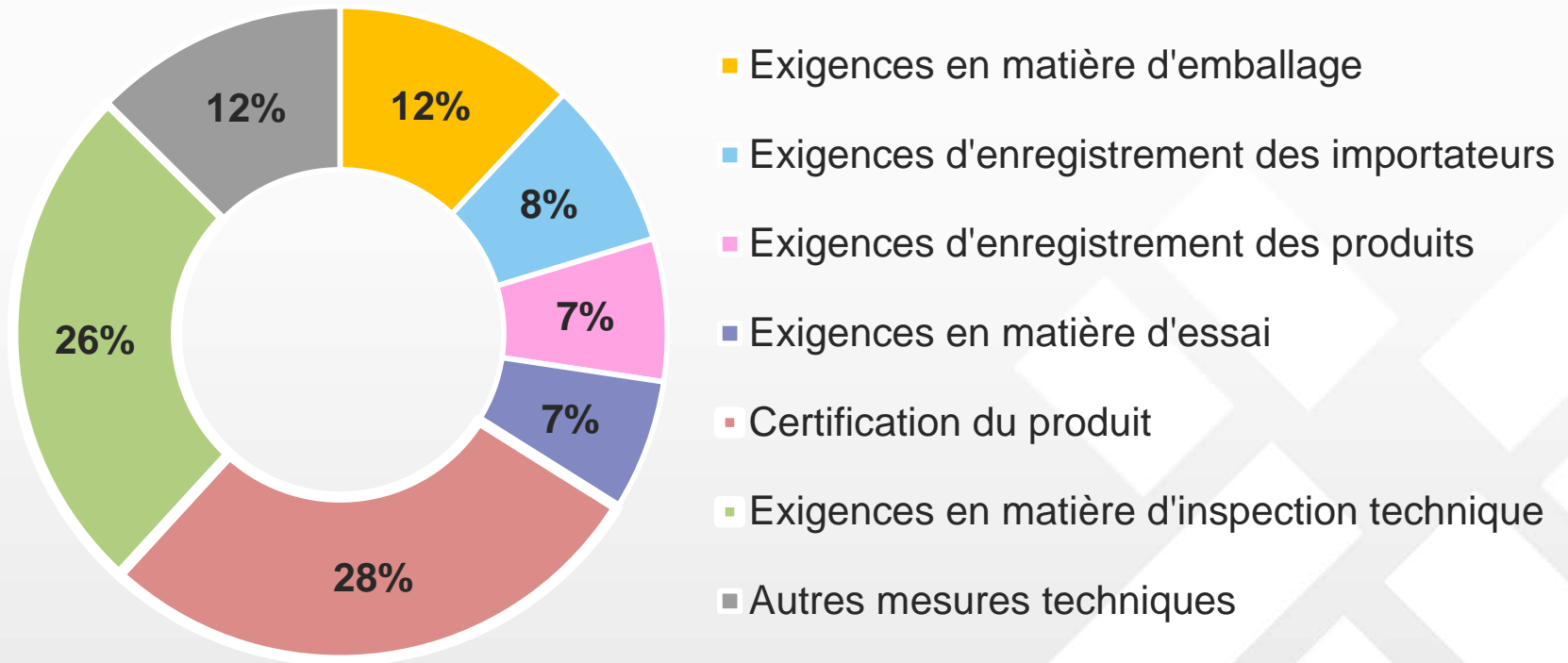
1. Intégration commerciale dans la CEDEAO
2. Travaux sur les MNT menés par l'ITC dans la sous-région
3. Vue d'ensemble sur les résultats de l'enquête MNT dans la CEDEAO
- 4. Obstacles-clés relatifs aux MNT dans la CEDEAO:**
  - Obstacles liés à la qualité et à la mise en conformité des produits
  - Règlements commerciaux et accords régionaux
  - Formalités douanières et contrôles au frontière

# Obstacle n°1: Mesures techniques

Qualité du produit et évaluation de la conformité

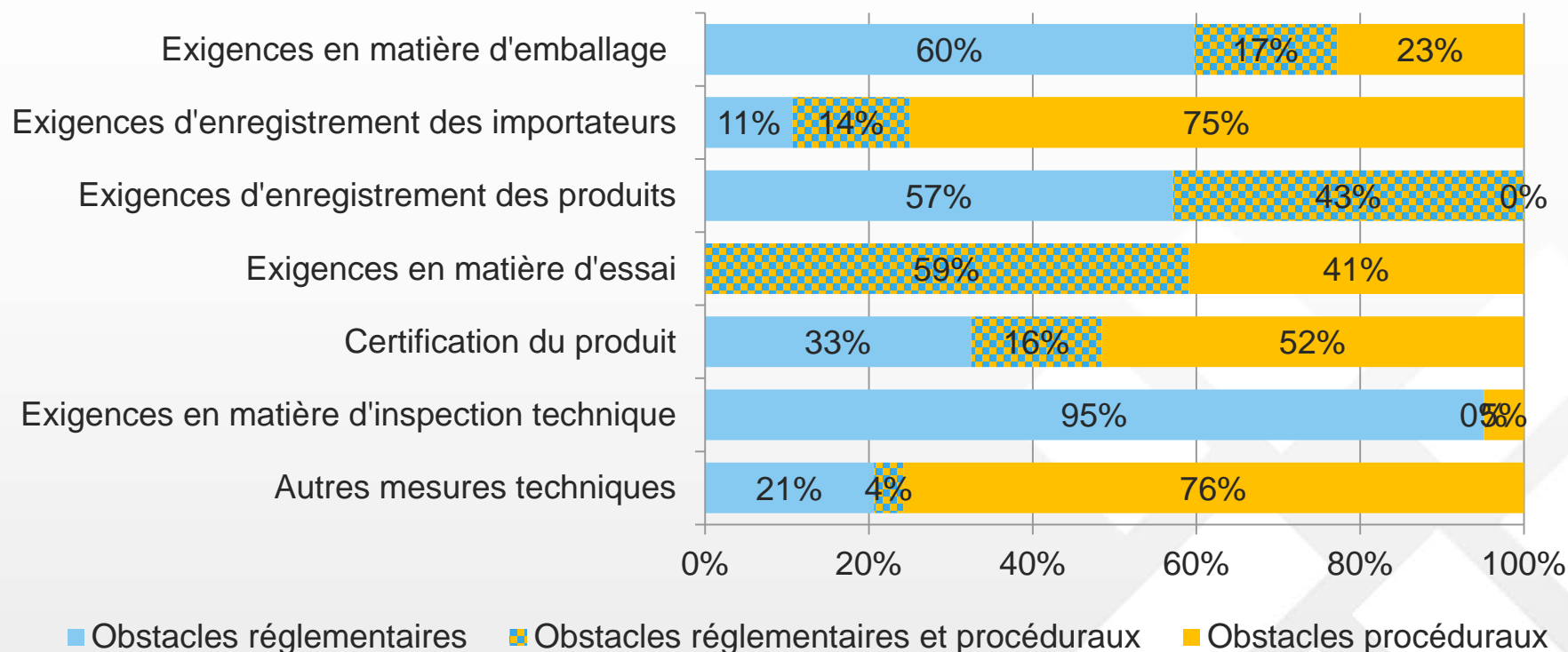
# Type de mesures techniques appliquées par les pays membres de la CEDEAO

La certification du produit et l'inspection technique représentent particulièrement une contrainte pour les entreprises exportatrices



# Réglementations versus procédures

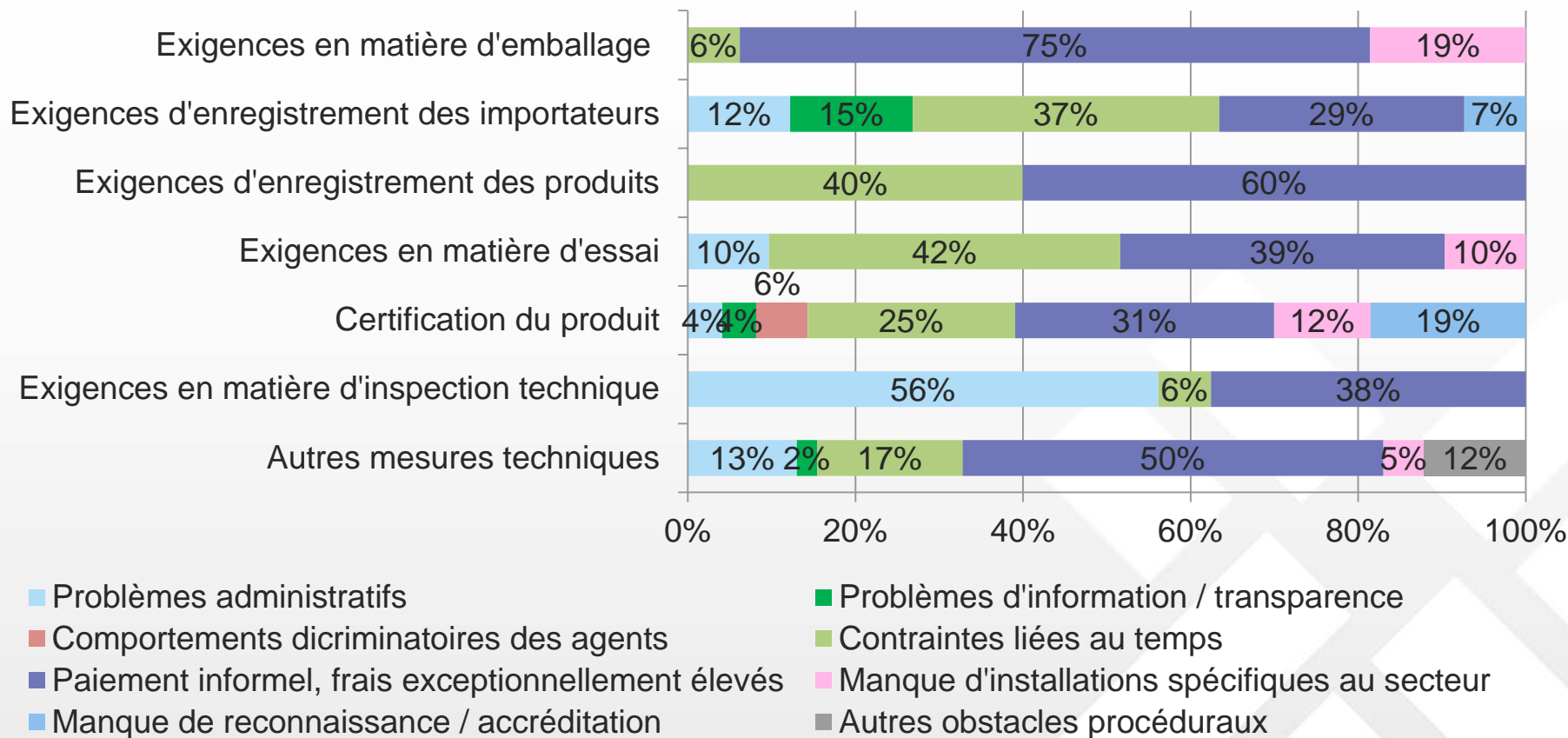
Exigences strictes en matière d'Inspections techniques, d'emballages et d'enregistrement du produit versus problèmes procéduraux dans l'analyse, la certification et dans l'enregistrement de l'importateur





# Type d'obstacles procéduraux

Coût élevé des emballages et des démarches pour l'enregistrement du produit, délais importants pour l'analyse, lourdeurs administratives lors de l'enregistrement du produit



# Agences mentionnées dans la mise en oeuvre des MNT techniques

- Agences en charge des analyses, du contrôle et de la certification du produit (agences nationales étrangères)
- Autorités douanières (nationales et étrangères)
- Ministère en charge du commerce international
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Agriculture

# Principaux problèmes reportés

1

- Manque de capacité du secteur privé à se conformer aux réglementations techniques

2

- Manque de coopération entre les agences/  
reconnaissance mutuelle des certificats SPS

3

- Coût élevé de la certification et de l'enregistrement du produit

4

- Installations et structures inadéquates pour l'analyse et la certification du produit

5

- Manque de transparence sur les normes et les procédures d'évaluation de la conformité

1

- Capacité du secteur privé à se conformer aux réglementations techniques

- Des exigences spécifiques sur la qualité du produit, le respect des normes d'hygiène et de production sont perçues comme trop strictes par les entreprises
- Manque de connaissance sur les réglementations et exigences en vigueur et des procédures qui y sont liées

Quelle réglementation pour quel produit? Qui peut certifier le produit? Quels sont les documents à fournir? Combien cela devrait-il coûter?

- Manque de capacité à se conformer à des exigences particulières telles que les codes barres, les étiquettes et l'emballage du produit

## 2

- Coopération entre les agences / reconnaissance mutuelle des certificats SPS

- Les certificats SPS ne sont pas mutuellement reconnus
- Conséquence: double certification qui entraîne des délais et des coûts importants pour les entreprises
- Les entreprises ne perçoivent pas facilement si le manque de reconnaissance est dû à la non-harmonisation des réglementations SPS ou à d'autres raisons

*“ Le certificat sanitaire délivré par nos agences nationales n'est pas reconnu et accepté par les douanes du pays partenaire. Nous sommes obligés de demander un nouveau certificat délivré par le service vétérinaire du pays de destination. Cela prend généralement 5 jours.”*

## 3

- Coût de la certification et de l'enregistrement du produit

- Manque de clarté sur les droits prescrits: est-ce que le montant est calculé sur la base du coût du service rendu ou selon le type/la valeur du produit?
- Les coûts sont imprévisibles pour les entreprises du aux changements fréquents des réglementations
- Dans nombre de cas, les coûts englobent des paiements informels dus au rejet systématique des documents officiels par les agents du pays de destination (et dans certains cas, du pays exportateur)

*“ Je dois demander un certificat délivré par nos autorités afin de prouver que mes bovins respectent les normes sanitaires en vigueur. Le coût de ce certificat est devenu trop élevé. Aujourd’hui je paye 6 000 FCFA contre 2 000 FCFA il y a quelques mois.”*

4

- Installations et structures pour l'analyse et la certification du produit

- Procédures trop longues
- Trop de documents à fournir et trop de guichets
- Infrastructure mal dispersée, inaccessible ou inexistente

*“Les agences de certification sont très mal dispersées dans le pays. Nous devons nous déplacer dans une autre ville pour tester nos produits. Nous avons fourni un échantillon il y a 3 ans et nous n'avons pas encore obtenu les résultats.”*

*“Le pays partenaire demande à ce que nos produits soient analysés grâce à différents tests en laboratoire afin de déterminer leur toxicité. La procédure prend 1 à 4 mois dans notre pays.”*

5

- Transparence sur les normes et les procédures d'évaluation de la conformité

- Information insuffisamment publiée ou changements fréquents des normes et des réglementations sur la certification et les procédures d'analyse

→ Les exportateurs ne connaissent les exigences qu'une fois arrivés dans le pays de destination

- La politique sur la qualité des produits n'est pas suffisamment mise en oeuvre/portée à la connaissance de toutes les entreprises à travers des campagnes de sensibilisation
- Absence de moyen de vérification (ou de contestation) des procédures et pratiques jugées douteuses

*“Au Ministère du Commerce, nous ne pouvons pas avoir des informations sur les certificats requis par le NAFDAC sur nos produits, et même la liste des documents que nous devons fournir. Notre ministère devrait pourtant avoir ce genre d'information!”*

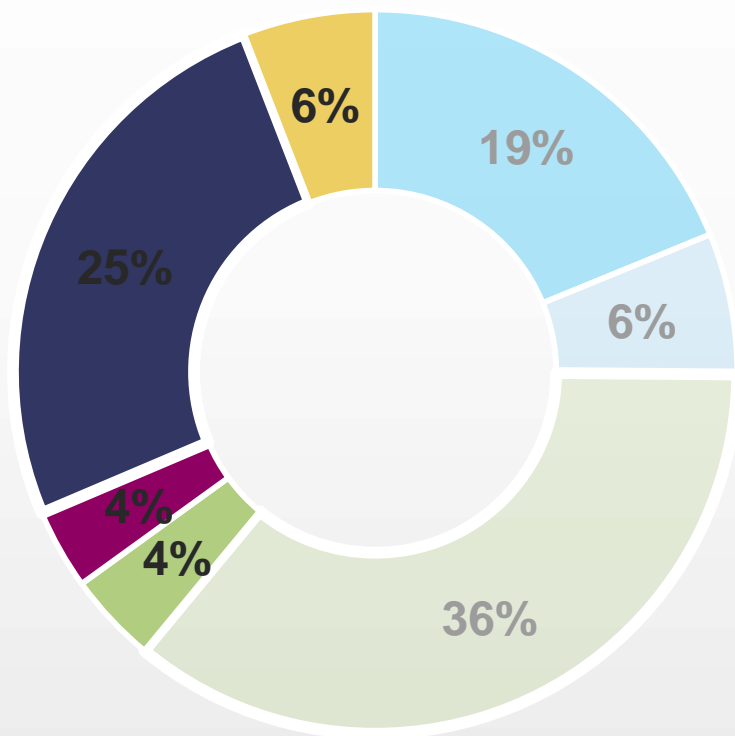


# Obstacle n°2: MNT et intégration régionale

Règles d'origine, information commerciale, application des accords commerciaux en vigueur et mesures mises en oeuvre par le pays exportateur

# Type de mesures non-techniques appliquées par les pays membres de la CEDEAO

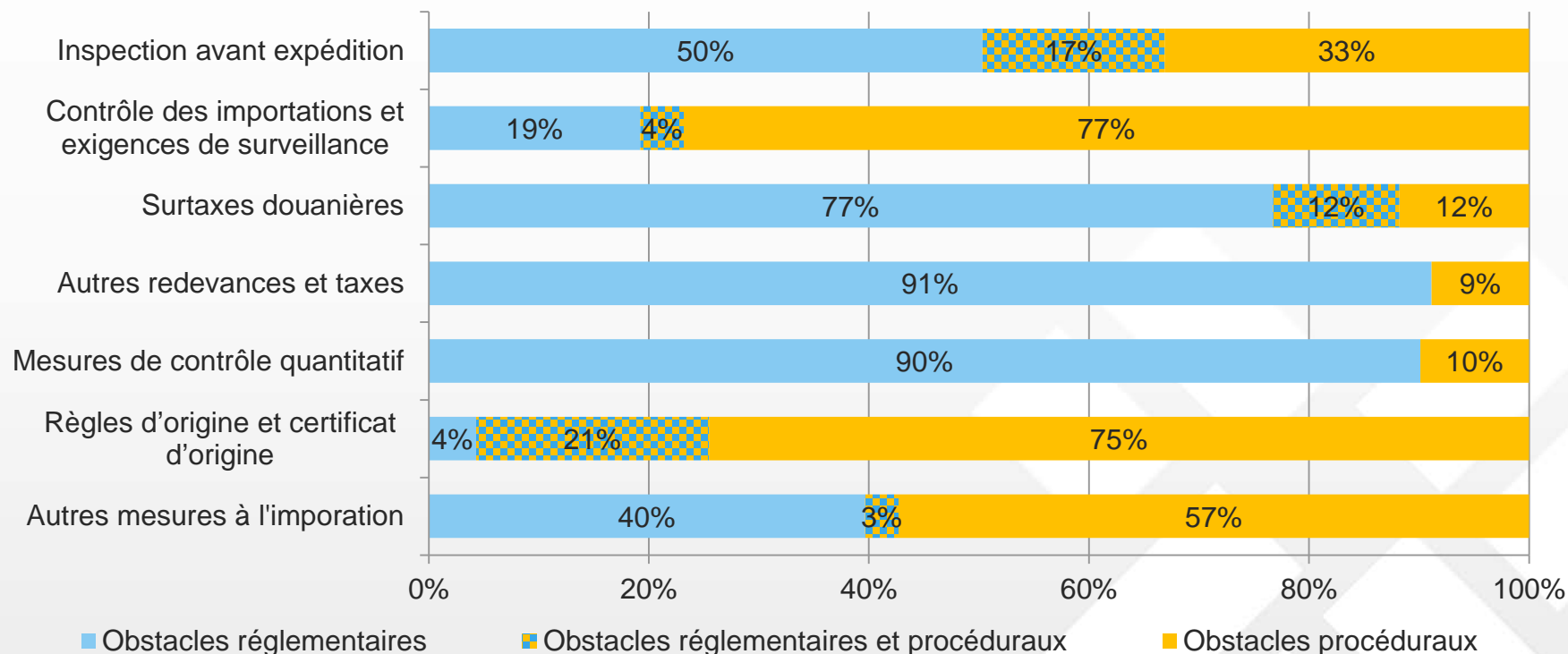
Les surcharges douanières et les règles d'origines représentent particulièrement une contrainte pour les entreprises exportatrices



- Inspection avant expédition
- Contrôle des importations et exigences de surveillance
- Surtaxes douanières
- Autres redevances et taxes
- Mesures de contrôle quantitatif
- Règles d'origine et certificat d'origine
- Autres mesures à l'importation

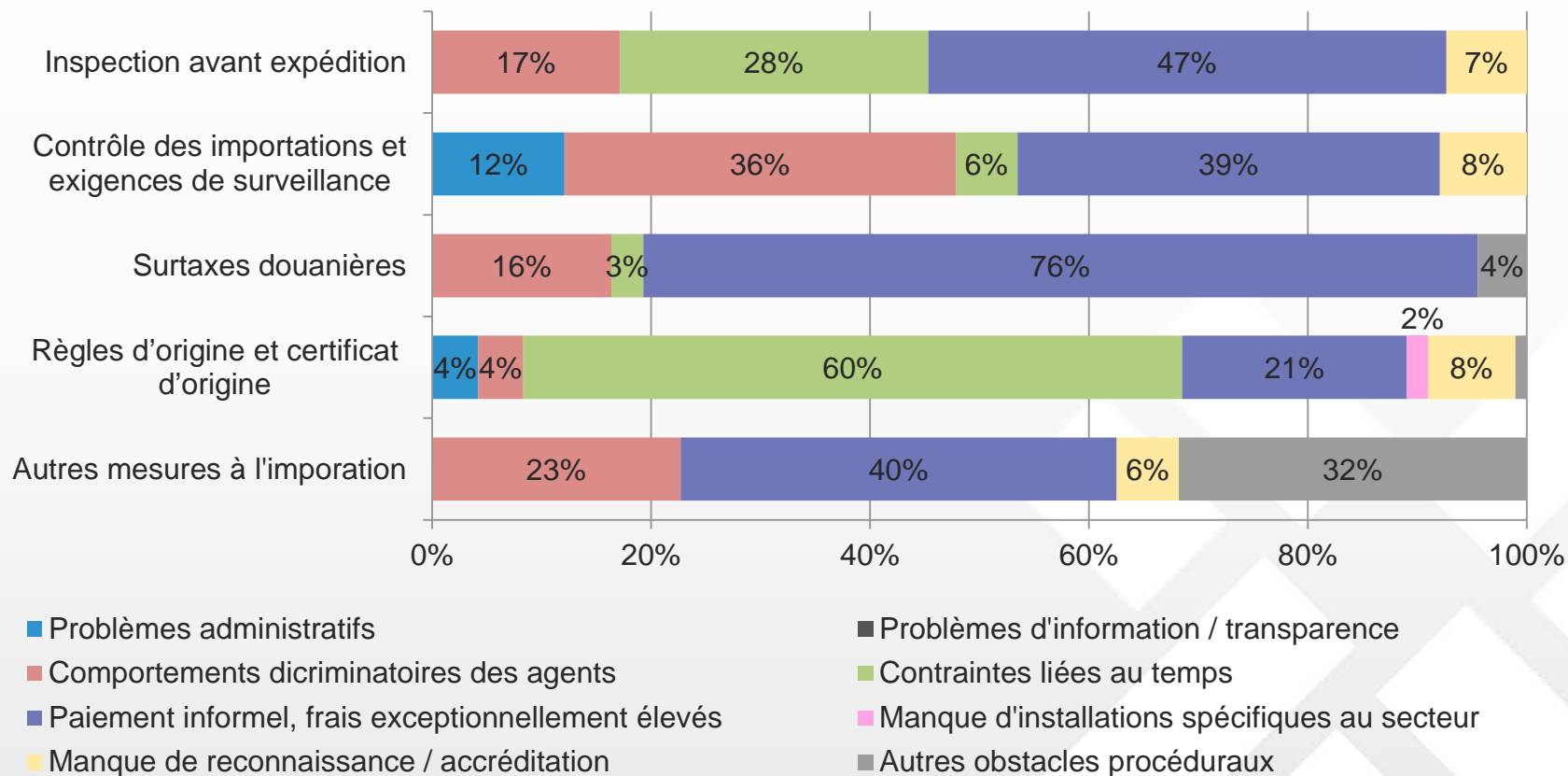
# Réglementations versus procédures

La difficulté des entreprises? Des obstacles réglementaires dans les charges et taxes, des obstacles procéduraux dans les règles d'origine



# Type d'obstacles procéduraux

Délais d'obtention des certificats d'origine, coût élevé des inspections



# Agences mentionnées dans la mise en oeuvre des MNT non-techniques

- Autorités douanières (en particulier dans le pays de destination des produits)
- Ministère en charge du commerce international
- Ministère de l'Agriculture

# Obstacles relatifs aux règles d'origine et autres réglementations relatives au commerce du produit

# Principaux problèmes reportés

1

- Délais trop longs et procédures inefficaces d'octroi des certificats d'origine

2

- Interdictions à l'exportation/importation

3

- Autorisations à l'exportation

4

- Frais et taxes élevés

5

- Manque de transparence sur les règlements commerciaux et des procédures qui y sont liées

6

- Manque de coordination entre les différentes agences impliquées dans la mise en oeuvre des procédures à l'exportation/importation

7

- Importateurs: lettres de crédit, contraintes sur les taux de change

1

- Délais trop longs et procédures inefficaces d'octroi des certificats d'origine

- Les règles d'origine sont particulièrement complexes pour les produits manufacturés
- Deux niveaux d'approbation requis: au niveau national et au niveau régional
- Conséquence: procédures trop longues et fastidieuses...
- ...pour un certificat d'une durée de validité de seulement 6 mois

*“Les exigences et procédures à remplir pour un certificat d'origine sont trop nombreuses et trop longues. Nous sommes bloqués par ces formalités au niveau du Ministère du Commerce.”*

*“La procédure d'octroi d'un certificat d'origine prend généralement 1 mois !”*



1

- Délais trop longs et procédures inefficaces d'octroi des certificats d'origine (suite)

- Non-reconnaissance du certificat d'origine dans le pays partenaire → entraîne des coûts importants
- Conséquence: traitement préférentiel *de jure* versus *de facto*

*“Les graines de sésame font partie des produits qui ne sont pas taxés selon la Convention du commerce régional dans la CEDEAO. Nous avons une carte CEDEAO qui nous permet d’être exonérés lorsque nous exportons. Cependant, les douanes du pays partenaire exigent à ce qu’on paye des taxes lorsque nous entrons dans leur pays.”*

2

- Interdictions à l'exportation/importation

*“Notre pays partenaire interdit l'importation d'huile alimentaire pour protéger la production locale.”*

- Les interdictions à l'importation (textile, huile alimentaire) pour des raison économiques sont perçues comme trop strictes.

*“Il est impossible d'exporter du textile vers notre pays partenaire membre de la CEDEAO à cause des réglementations nationales qui protègent leur industrie locale.”*

3

## • Autorisations à l'exportation

- Manque de transparence sur les réglementations: pour quel type de produit une autorisation d'exportation est-elle requise? Quel est le montant du droit à payer?
- Distinction floue entre autorisation nationale à l'exportation et permis d'exportation délivré par la CEDEAO
- Les procédures de délivrance des autorisations sont trop longues et coûteuses

*“Une licence d'exportation délivrée par le Ministère de l'Agriculture est requise pour le beurre de karité que nous exportons. Ce document peut coûter jusqu'à 3 000 000 Franc, alors que le droit officiel ne dépasse pas 2 500 000.”*

4

## • Frais et taxes élevés

- Frais pour inspection et autres services douaniers
- Manque de transparence sur les réglementations: quels sont les objectifs de ces prélèvements? Comment les montants sont-ils calculés?
- Souvent, les prélèvements sont déterminés arbitrairement (selon les exportateurs) et payés sans reçus (ou quittances)

*“Les douanes exigent 10 000 FCFA, et quelque fois 25 000 FCFA pour l’inspection de nos produits. Selon eux, les ovins ne doivent pas rester longtemps aux frontières et doivent être contrôlés en priorité.”*

## 5

- Manque de transparence sur les règlements commerciaux et des procédures qui y sont liées

- Les réglementations commerciales sont souvent bien définies mais non suffisamment appliquées
- Manque de diffusion des réglementations - dans la pratique, la distinction entre réglementations régionales et réglementations nationales est floue
- Les procédures à l'exportation ne sont pas suffisamment claires: trop d'agences impliquées au niveau national et régional, trop de documents, changement fréquent des responsabilités des différentes agences

6

- Manque de coordination entre les différences agences impliquées dans la mise en oeuvre des procédures à l'exportation/importation

- Les procédures à l'exportation/importation implique différentes agences: Douanes, Ministère du Commerce, Agence nationale de promotion des exportations, etc. – Risque de duplication entre les différentes responsabilités des agences au niveau national et régional
- Les documents officiels ne sont pas suffisamment acceptés et reconnus par les agences – duplication des documents officiels et des procédures requises
- Le mécanisme de contrôle entre les agences, de la mise en application des lois est non performant ou absent

# Obstacle n°3: Dédouanement des marchandises et contrôle aux frontières

Inspections non techniques et surcharges douanières

## Avant de présenter les résultats....:

- Les procédures de dédouanement et les formalités aux frontières ont un lien étroit avec les autres catégories de MNT
  - Les autorités douanières sont probablement la principale agence impliquée dans la facilitation du commerce
- Les douanes sont mandatées dans la collecte des recettes; elles assurent également que la qualité et la sécurité des marchandises respectent les normes nationales tout en mettant en oeuvre des procédures de contrôle efficaces et répondant aux besoins du secteur privé.
- Une bonne nouvelle: les enquêtes MNT révèlent que les défis rencontrés par les entreprises sont principalement en lien aux procédures mises en place, un problème qui peut être résolu sans compromettre les objectifs poursuivis par les autorités douanières.



# Principaux problèmes reportés

- 1 • Structure organisationnelle et coordination entre les agences
- 2 • Infrastructures inadaptées et manque d'équipements performants
- 3 • Changements fréquents des procédures et manque de diffusion des informations
- 4 • Frais, charges et taxes élevés
- 5 • Importateurs: évaluation douanière
- 6 • En bref: procédures trop longues, trop complexes et trop coûteuses au niveau des douanes

1

## • Structure organisationnelle et coordination

- Manque de coordination entre les différents points de contrôle
- Manque de reconnaissance des documents officiels délivrés par les agences du pays exportateur ou du pays importateur, par les douanes et les agents de contrôle
- Multiplication des inspections au niveau des points de contrôle dans le pays exportateur ,et entre le pays exportateur, le pays de transit et le pays de destination
- Manque de clarté sur les obligations et responsabilités de chaque agent de contrôle (p.ex. douanes, agence de sécurité nationale agents des eaux et forêts.)

*“Au dernier point de contrôle avant d’entrer dans le pays de destination, les agents exigent la ré-inspection de l’ensemble de la cargaison en sachant qu’elle a été inspectée dans une autre douane. La procédure entraîne des retards pouvant aller jusqu’à 2 ou 3 jours et peut endommager les marchandises qui ont besoin d’être réfrigérées.”*

## 2

- Infrastructures et équipements

- Equipements obsolètes (p.ex. scanners) entraînant une capacité de traitement limitée et des délais d'inspection importants
- Absence, mauvais état et/ou coût élevé des installations pour le stockage des marchandises
- Contraintes liées au traitement électronique des documents (utilisation non facilitée, manque de reconnaissance, non-fiabilité ou absence)

*“Les produits exportés par voie aérienne doivent être inspectés au rayon X... Les appareils à rayon X sont ne sont pas nombreux et sont obsolètes, ce qui entraîne des délais dans le processus de dédouanement – en plus du fait que l'inspection coûte cher.”*

3

- Changements fréquents des procédures et manque de diffusion des informations

- Les exportateurs sont mal informés et arrivent souvent mal préparés lors des formalités douanières
- Manque de transparence des réglementations sur l'inspection par les douanes
- Changement fréquent des procédures
  - encourage des comportements arbitraires (p.ex. perception de droits non existants) par les agents et les transitaires

4

- Frais, charges et taxes élevés

- Surcharges douanières trop élevées
- Manque de dissémination des réglementations sur les surcharges douanières appliquées dans la région
- Changement fréquent des taux appliqués entraînant des coûts imprévisibles

*“Nous souffrons à cause des surtaxes douanières. Les douanes des pays partenaires nous découragent avec des réformes qui changent à tout moment. Il nous est donc impossible de savoir comment les frais et taxes ont été établis. Nous ne maîtrisons rien et n’avons aucune visibilité sur ce qui se passe. “*

5

- Importateurs: évaluation douanière

- Evaluation et ré-évaluation des marchandises entraînant des montants à payer plus élevés
- Manque de mécanisme de règlement des différends

*“Les droits de douanes à payer dépendent de la valeur des marchandises. Des problèmes arrivent souvent lors de la procédure d’évaluation. Les douaniers semblent douter sur la valeur des marchandises et affirment qu’elles ont été sous-estimées.”*

6

- En bref: procédures trop longues, trop complexes et trop coûteuses au niveau des douanes

Les procédures douanières sont perçues comme:

- **Trop longues** du à des retards ‘non justifiés’
- **Complexes et mal organisées** du à la multiplication des points de contrôle et au manque de coordination entre les agences
- **Trop coûteuses** du à (à la combinaison) des paiements formels et informels

Et enfin:

- **Non prévisibles** en raison de toutes ces situations

# Pour plus d'information:





# Merci pour votre attention

Pour toutes vos questions merci de nous contacter à l'adresse:

[ntm@intracen.org](mailto:ntm@intracen.org)

Les informations sur le programme sont également disponible sur le site:

[www.intracen.org/ntm](http://www.intracen.org/ntm)